

L'Humanité

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION DE GAUCHE)

AUX ÉLECTIONS, LES MASSES VOTENT "A GAUCHE"

Le parti paie la note de sa politique Un tournant vers nos solutions s'impose

Le 29 Mai Manifestez au Mur !

En 4^e page :
Lettre au rayon
de Belfort

L. TROTSKY Sur la conférence du désarmement

REponses AUX QUESTIONS
DU "CHICAGO DAILY NEWS"

1) La cause fondamentale de la crise peut se définir par un seul mot : capitalisme. Le caractère particulier de cette crise est expliqué par une autre notion : l'impérialisme, c'est-à-dire le capitalisme monopolisateur qui commence à se plier dans ses contradictions sans issues. L'ascension et la chute d'Yves Kreuger symbolisent tout le capitalisme présent. Les moralistes officiels lancent après leurs foudres sur le roi des alchimistes. Mais il pourrait leur répondre : pourquoi n'avez-vous jamais disposé selon mon bon plaisir des forces productives qui, sous la direction de la société humaine, devraient servir à celle-ci ?

L'ordre capitaliste surmontera-t-il la crise présente ? La réponse dépend de ce que l'on entend par le terme de crise. Des variations de conjoncture accompagnent toute l'histoire du capitalisme. Dans les époques passées, la course du capitalisme a été à travers toutes les variations de conjoncture. Aujourd'hui, elle décline. Cela n'exclut pas aussi des variations de conjoncture dans l'avenir. Au contraire, celles-ci sont inévitables. Mais la crise aiguë actuelle ne peut se résoudre que par la chute de l'ordre capitaliste. En montrant qu'en abouissant au paroxysme supérieur dans l'étape suivante assez rapprochée. Tout ce processus extrêmement douloureux peut seulement se terminer par une transformation de tout le système social.

2) Ai-je l'espoir d'un succès de la Conférence du désarmement ? Pas le moindre. Mais en cela, je suis à peine une exception. Le projet français est déjà caractérisé par le fait qu'il est présenté par le gouvernement Tardieu. En même temps que la France soutient l'œuvre sanguinaire du Japon en Extrême-Orient, le Japon reconnaît l'initiative pacifiste de la France à Genève. Une leçon incomparable pour tous les peuples ! Le projet de la France vise à créer, sous le manteau de la S. D. N., une nouvelle entente dans le seul but de stabiliser l'hégémonie du capital financier français à l'aide de l'armée et de l'intelligence.

Mais le projet américain n'ouvre aucune perspective. Les guerres actuelles ne sont pas menées avec les armes que les peuples belligérants possèdent à la guerre, mais avec celles qu'ils fabriquent en cours de guerre même. Les Etats-Unis ont donné à ce point de vue une leçon au monde entier et en particulier à l'Allemagne. L'issue de la guerre mondiale sera déterminée par la course à l'armement. Les Etats-Unis ont donné à ce point de vue une leçon au monde entier et en particulier à l'Allemagne. L'issue de la guerre mondiale sera déterminée par la course à l'armement. Les Etats-Unis ont donné à ce point de vue une leçon au monde entier et en particulier à l'Allemagne. L'issue de la guerre mondiale sera déterminée par la course à l'armement.

Dans le meilleur cas, la Conférence se terminera par des formules creuses. L'échéé inévitable de la Conférence de Genève constituera une nouvelle impulsion pour la course aux armements et amplifiera encore plus le danger de guerre.

La politique franco-japonaise, autant la belliqueuse que la pacifique, s'orientent toujours plus et plus ouvertement, non seulement contre la Chine, mais aussi contre l'Union Soviétique. Que Litvinov, à la Conférence de Genève, exprime la volonté de l'U. R. S. S. de ne pas venir à la conférence, cela ne peut être mis en doute par aucun observateur attentif. Mais je voudrais espérer que la délégation soviétique trouvera un moment pour passer des propositions technico-pacifistes qui, même d'un point de vue pédagogique, n'ont pas de grande importance à une politique plus active, c'est-à-dire de dire ouvertement à la Conférence ce qui est, et ainsi d'avertir les peuples du danger menaçant. Car, s'il y a une note plantée une force qui puisse « limiter » les armements sur terre et sur mer, c'est la volonté des masses populaires.

3) Les rumeurs de presse sur mon retour prochain en U. R. S. S. se reposent sur aucune information sérieuse. Il s'agit plutôt de inventions causées par la situation générale chargée. Il est inutile de dire avant tout que cette fraction à laquelle j'appartiens se mettra entièrement et complètement à la disposition du gouvernement soviétique. Comme président on peut montrer qu'à l'époque de la guerre civile, en 1918-1920, Staline, Vorochilov et autres se trouvaient dans une opposition à peine avec les méthodes de conduite de la guerre que je suivais en plein accord avec Lénine, ce qui d'ailleurs n'empêchait pas les opposants de ce temps de prendre une part active aux luttes.

Le premier et le second tour des élections ont constitué un important moment de la vie politique en France, créant une situation nouvelle, mettant en lumière les forces des différents partis en présence et les tendances des grandes masses en présence de la crise et des lourdes conséquences qui en résultent pour elles.

Ce que les élections ont mis avant tout en avant, c'est le déplacement des masses « à gauche », c'est-à-dire leur volonté de voir leur sort amélioré, de ne plus être aussi exploités par l'Etat pour entretenir un appareil militaire et policier considérable, leurs désirs d'écarter du monde la menace de guerre qui leur est apparue très grande. Toutes ces aspirations profondes des masses ont abouti à une victoire des partis dits de gauche, radical-socialiste et socialiste sur le gouvernement Tardieu qui représentait aux yeux des masses les forces qui s'y opposaient.

Que résultent-ils de la nouvelle majorité ? Gouvernement de concentration ou de cartel ? Concentration des partis démocratiques autour du parti radical, à l'exclusion du groupe Marin et des socialistes ou cartel des gauches unies au pouvoir après avoir fait alliance dans la campagne électorale ? D'une façon générale, on peut dire que le capitalisme français et par suite ses formations politiques, les radicaux en premier lieu, préfèrent la première solution. Loin de s'améliorer, les perspectives deviennent plus sombres, la crise continue à s'approfondir. Pour en faire supporter les frais au prolétariat et aux masses laborieuses, la bourgeoisie éprouve le besoin d'élargir sa base de gouvernement et la concentration répondrait à cette nécessité. D'autre part, les chefs socialistes ne sont pas très partisans du pouvoir en ce moment où les difficultés sont grandes. L'élection unanime du nouveau président a témoigné de cette orientation du capitalisme français vers la concentration. Elle a montré aussi d'une façon claire que sera le maître en s'affirmant sur un homme qui n'a d'autre titre que d'avoir été député de la gauche.

Adaptation, les uns et les autres se réservant jusqu'au début de juin. Mais quelle que soit la solution adoptée, ce qui est essentiel dans ce résultat des élections, c'est qu'à bref délai les masses aujourd'hui illusionnées par les promesses de la bourgeoisie, s'apercevront que ceux-ci leur ont fait des promesses fallacieuses. Ceci peut assurer de grandes perspectives au Parti communiste, à condition que, dans les mois qui nous séparent de cette rupture, il se soit lié aux masses par une politique appropriée. Sinon, il permettrait aux formations bourgeoises de droite d'exploiter cette déception des masses, tout d'abord contre le prolétariat et, en second lieu, contre le Parti communiste. Quant à la bourgeoisie, elle déclare que, quand les masses se révolteront, elles viendront à nous automatiquement. C'est une conception enfantine ; il suffit de voir l'exemple de l'Allemagne et de l'Angleterre, où ce n'est pas le Parti qui a bénéficié de l'impopularité des uns et des trahisons des autres.

Les rapports présents du Parti communiste avec la classe ouvrière ont été tout à fait mis en évidence par les élections. Avant tout, il faut exprimer sans ambages que le Parti a subi un échec au premier tour et un autre au second tour.

Le premier tour marque un recul de plus de 300.000 voix sur 1928. Dans l'Humanité du 3 mai, la direction du Parti cherche à faire croire à une victoire. Nous estimons au contraire, dit-elle, que les résultats de dimanche dernier attestent une belle victoire de notre Parti. Pourquoi cela ? Parce que nous aurions eu des gains dans les centres industriels et parce que, cela est dit sérieusement, si les élections s'étaient produites il y a un an ou deux, nous aurions eu à enregistrer un recul plus grand à cause du travail du « groupe Barbe ».

D'abord, il est faux que dans l'ensemble nous ayons eu des gains dans les régions industrielles. Cela est vrai pour un très petit nombre de circonscriptions dans le Pas-de-Calais,

dans le Douais, et ça ou là. Mais dans l'ensemble des pertes dans la région parisienne, pas trop élevées à cause de la présence des municipalités communistes, pertes à Lille, Roubaix, Tourcoing, pertes dans la Seine-Inférieure, pertes en Alsace, pertes dans l'Aube, pertes dans la région lyonnaise, etc., etc. C'est un recul général qu'il faut enregistrer (voir tableau I).

Quant au second argument, il est tout simplement méprisable. Le « groupe Barbe », qui avait voulu servir cet argument l'an dernier, n'a pas osé le brandir jusqu'au Congrès du Parti. Pensez-vous qu'il réussira mieux aujourd'hui ?

Mais précisément le Parti était en train de remonter la pente, cela aurait pu s'exprimer au scrutin du 8 mai. Les travailleurs communistes et sympathisants auraient montré qu'ils comprennent et partagent sa politique. L'Humanité l'affirmait péremptoirement : « Les électeurs profondément convaincus de la justesse de notre politique et de notre tactique classe contre classe » (Humanité, 3 mai). Mais le second tour a infirmé cette affirmation. Nous publions par ailleurs un tableau des principales circonscriptions (tableau II) où devait jouer la tactique dite « classe contre classe », c'est-à-dire en faveur du candidat radical, et nous voyons que le candidat socialiste avait en la majorité des voix ouvrières.

On verra que cette tactique n'a pas été suivie par une moyenne de 50 % des électeurs communistes du premier tour. Dans certains cas, la perte est relativement peu élevée : dans d'autres, on a au contraire un déchet qui dépasse 70 ou 80 %. Ajoutons que l'on peut constater le même phénomène également vis-à-vis des candidats radicaux. Par conséquent, l'expérience prouve surabondamment et beaucoup mieux qu'en 1928 que la tactique dite « classe

contre classe » n'est pas acceptée par la masse des électeurs communistes. Rien d'étonnant qu'en outre elle s'oppose violemment contre nous les ouvriers réformistes.

D'autres constatations doivent être faites. D'abord le succès des pupistes à qui on a donné la bataille et en particulier dans la région parisienne. Ce fait, plus que la perte des voix, est un échec pour le Parti. Voici des gens qui n'avaient pas d'autre programme que la lutte contre le P. C. qui les avait hissés, qui en avait fait des élus. Ils ont simplement mené une campagne de calomnies dégoûtantes contre le Parti. En fin de compte, ils sont élus. Certes, la bourgeoisie les a appuyés, mais il est incontestable que sur leurs noms se sont prononcés des ouvriers qui, hier encore, votaient pour le Parti. C'est faire injure aux prolétaires qui croient que des services personnels ont suffi pour assurer ces succès. Des services personnels ont assuré aux Sellier et autres un succès relatif, mais s'ils ont obtenu des voix ouvrières, c'est parce que le Parti n'a pas su les démasquer, ne les a pas exclus sur une base politique claire comprise des ouvriers, qu'il s'est borné à des cris et par suite n'a pas su convaincre les travailleurs. Pour se rendre compte de la différence des méthodes, de la différence des politiques, d'aujourd'hui et d'il y a dix ans, il suffit de rappeler qu'un Frossard, exclu, était contraint d'aller chercher un siège à la Mairie, un Gélis aujourd'hui se fait élire dans le 13^e arrondissement de Paris !

Un autre fait à noter, c'est que la plupart des élus du Parti le sont par l'appui de voix socialistes. Il faut constater, à ce sujet, que les mots d'ordre du parti socialiste de désistement, soit en faveur du radical soit en faveur du candidat du P. C., ont été suivis par la très grande majorité des électeurs socialistes. C'est là que résident les succès socialistes, davantage peut-être que dans le nombre de voix

TABLEAU I

Suffrages obtenus par le Parti dans les principaux départements industriels.

	1924	1928 (1 ^{er} tour)	1932 (1 ^{er} tour)
Allier	13.649	20.781	15.176
Aube	4.867	14.232	4.696
Bouches-du-Rhône	11.887	17.360	14.491
Cher	23.880	25.217	15.308
Gard	12.270	17.857	11.905
Loire	4.346	20.798	6.454
Meur-et-Moselle	10.527	7.741	7.240
Moselle	20.283	35.955	18.895
Nord	61.767	84.750	79.913
Pas-de-Calais	20.023	28.943	41.670
Bas-Rhin	20.815	31.274	12.225
Haut-Rhin	8.554	15.821	9.432
Rhône	15.401	24.141	11.818
Seine-et-Loire	6.423	15.808	8.804
Seine-et-Marne	236.952	241.486	214.673
Seine	61.257	57.147	51.210
Seine-Inférieure	12.215	12.309	10.935
Seine-et-Oise	24.946	24.137	16.554
Haute-Vienne	5.112	17.988	12.857

De 1924 à 1928, le Parti perd des voix
De 1928 à 1932, le Parti gagne des voix

dans 16 départements et en gagne dans 70
dans 5 départements et en perd dans tous

L'ASSASSINAT DE DOUMER

Pour la dissolution des organisations de gardes blancs !

Voilà plus de huit jours que Doumer a été atteint par ce fléau qui a ravagé le régime soviétique. Gorguloff, les aveux, les mémoires, les interrogatoires de ce Gorguloff, tout indique qu'il est depuis toujours un ennemi du bolchevisme, qu'il mène au sein des organisations blanches une activité provocatrice désordonnée pour déclencher la guerre contre l'Union soviétique.

Doumer a payé — un autre aurait pu être atteint, car ce n'est pas l'homme qui doit être — pour la protection que le gouvernement français accorde aux Russes blancs. Mais la canaille chauvine, Tardieu en tête, donna l'ordre aux journaux de publier les déclarations de Doumer, ce qui est dit sérieusement, si les élections s'étaient produites il y a un an ou deux, nous aurions eu à enregistrer un recul plus grand à cause du travail du « groupe Barbe ».

D'abord, il est faux que dans l'ensemble nous ayons eu des gains dans les régions industrielles. Cela est vrai pour un très petit nombre de circonscriptions dans le Pas-de-Calais,

LA RÉPRESSION EN ESPAGNE

Nos camarades Lacroix Alberto et Eugénio Fernandez emprisonnés

De Madrid nous parvient une fois de plus la nouvelle : notre camarade Henri Lacroix, combattant infatigable, a été arrêté une fois de plus, le 3 mai, par les gardes civils de MM. Caballero et Prieto, avec les camarades Alberto et Eugénio Fernandez !

Nos camarades collaient des affiches annonçant la réapparition du journal hebdomadaire de l'opposition espagnole : El Social, lorsqu'ils furent arrêtés. La bourgeoisie espagnole ne s'y trompe pas, les calomnies odieuses des Staliniens en Espagne et ailleurs ne l'égareront pas. La gauche communiste espagnole est au premier rang de la lutte pour l'unité du Parti communiste, contre la bourgeoisie ; la réaction « démocratique » essaye de briser son action en arrêtant ses militants, empêchant la parution de son journal, etc. Elle n'y parviendra pas.

Bien que sérieusement malades, nos camarades furent maintenus trois jours dans un cachot très humide, sans lumière, sans lit, sans nourriture, sans communication avec personne. Eugénio Fernandez avait une fièvre de 39°. Malgré que nos camarades aient exigé la visite d'un médecin, personne ne vint. Pas la moindre couverture, suite au froid cruel ne leur fut donnée. Ensuite nos camarades furent isolés et séparés. Actuellement ils sont maintenus en prison sans inculpation. Voilà le traitement que la bourgeoisie réserve aux « trotskystes contre-révolutionnaires » !

Et que fait le Secours Rouge International ? Rien ! Pour insulter les opposants, pour salir le camarade Trotsky, le S. R. I. et sa presse est au premier rang ; mais pour secourir les opposants frappés par la bourgeoisie, elle ne lève pas le plus petit doigt de la main.

Camarades de France, avez-vous jamais lu dans la Défense un article où l'on proteste contre la répression qui s'abat sur les opposants en Chine, en Indochine, aux Etats-Unis, en Grèce, en Bulgarie, en Espagne, etc. ? Non, vous n'avez lu que le seul des articles honteux contre les « trotskystes ».

La section espagnole du S. R. I. abandonne nos camarades, mais nous nous adressons à la section française de notre opposition internationale, et nous lui demandons : que faites-vous pour alerter le prolétariat contre la répression qui atteint toutes les victimes de la lutte de classes ? Pourquoi attendez-vous pour parler dans la Défense de l'emprisonnement de nos camarades Lacroix et Fernandez, courageux combattants du communisme espagnol ? Opposants, unis à tous les communistes serons les rangs pour la défense de nos camarades frappés !

LIBÉREZ LES BOLCHEVIKS- LÉNINISTES EXILÉS Pour la défense de l'U.R.S.S.

Les menaces contre l'U.R.S.S. grandissent. Les difficultés intérieures et extérieures croissent.

Dans cette situation, les blancs s'agitent. Ils veulent porter des coups rudes pour accélérer la lutte contre la dictature du prolétariat. A l'ordre du jour de leurs préoccupations, se trouve maintenant l'emploi des méthodes terroristes. Ceux de Paris, ceux de Berlin, ceux de Kharbine sont tous animés de la même volonté de détruire par tous les moyens l'Etat prolétarien. Pendant que Miller arme ses troupes, d'autres complotent des assassinats.

Les uns, comme Gorguloff, visent les représentants des Etats capitalistes, cherchant à entraîner ceux-ci en conflit avec l'U.R.S.S.

Les autres visent les militants du Parti bolchevik, les représentants de l'Etat prolétarien. Le général blanc Turkul a été dénoncé il y a quelques mois préparant des attentats contre Litvinov et contre notre camarade Trotsky.

Les blancs comme Turkul ne distinguent pas les opposants de gauche des membres du Parti bolchevik. Au contraire, ils savent que dans la lutte, ils les trouveront au premier rang pour les combattre impitoyablement.

Le prolétariat doit comprendre que, pour mener la lutte la plus acharnée contre les formations blanches, pour défendre le plus efficacement l'Union soviétique, il est nécessaire que les forces communistes soient aussi unies que possible. Le prolétariat ne doit pas permettre qu'en ce moment si plein de dangers pour l'U.R.S.S., la bureaucratie stalinienne puisse exercer la répression contre les bolcheviks-léninistes. Il faut ramener les opposants russes de la déportation ! Il faut que Trotsky, signalé il y a plusieurs semaines que nous reprennent leur place de combat dans le Parti !

A Leipzig, des organisations ouvrières ont élevé la voix en ce sens. Des ordres du jour que nous publions ci-dessous ont été adoptés. Ces appels ne doivent pas rester sans écho. Dans les organisations, des résolutions semblables doivent être adoptées. Il faut que l'intervention prolétarienne grandisse en faveur de l'opposition russe pour lui assurer sa place dans le combat pour la défense de l'U.R.S.S.

Deux ordres du jour

« L'Assemblée du I. V. F. D. B. région de Leipzig (Industrie-Verband für das Baugewerbe : syndicat du Bâtiment) siégeant le 18 mars 1932, proteste énergiquement contre le retrait des droits civiques dont a été frappé Léon Trotsky, le révolutionnaire exilé en Turquie. L'Assemblée pense que la mesure adoptée par la bureaucratie stalinienne, est indigne d'un Etat prolétarien. Staline donne par là au contre-révolutionnaire Turkul, la possibilité de commettre l'attentat contre Trotsky, signalé il y a plusieurs semaines par la presse communiste. L'Assemblée demande le rétablissement des droits civiques, elle demande le rappel du révolutionnaire Léon Trotsky, organisateur de l'Armée Rouge, en Union soviétique ».

« Les fonctionnaires de l'Union des travailleurs de l'Alimentation, réunis le 8 mars 1932 à la Maison du Peuple de Leipzig, approuvent avec indignation que Staline a retiré au vieux révolutionnaire Trotsky, signalé il y a plusieurs semaines par la presse communiste, le chef de la Révolution russe, et que celui-ci soit rappelé en U.R.S.S. Cette résolution fut adoptée à l'unanimité moins une voix, celle d'un Brandlérien (!) ».

LES STALINIENS ET NOTRE ACTIVITÉ "CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRE"



Comparez les deux photographies. Vous y verrez avec quel soin les staliniens ont cherché à utiliser nos affiches, mais en recouvrant le portrait de Trotsky. Petit moyen qui ne changera rien à la réalité.

Travailleurs !
12
PARTI COMMUNISTE (OPPOSITION DE GAUCHE)
AUX TRAVAILLEURS
des Services Publics
OU SONT VOS DEFENSEURS ?
accusent LOUIS SELLIER
Travailleurs !
12
PARTI COMMUNISTE (OPPOSITION DE GAUCHE)
AUX TRAVAILLEURS
des Services Publics
OU SONT VOS DEFENSEURS ?
accusent LOUIS SELLIER
Travailleurs !
12
PARTI COMMUNISTE (OPPOSITION DE GAUCHE)
AUX TRAVAILLEURS
des Services Publics
OU SONT VOS DEFENSEURS ?
accusent LOUIS SELLIER

APRES LE PREMIER MAI

Il faut réaliser l'Unité Syndicale

Le Premier Mai s'est déroulé, en France, sous le signe de la lutte électorale. La convocation aux urnes pour cette date, de la part du Gouvernement, a suffi pour effacer entièrement le caractère spécifique de cette journée. Tous les partis, y compris le Parti communiste, ont été mobilisés pour les élections et rien que pour les élections. A cette mobilisation n'ont pratiquement pas échappé les organisations syndicales et, particulièrement, la C. G. T. U. n'y a pas échappé.

En ce qui concerne le Parti communiste, l'affolement électoral a été tel qu'en dépit de toutes les déclarations verbales sur la nécessité de « conquérir la rue » pas une réunion, pas une manifestation n'a été organisée pour la journée du Premier. Avant le vote, on craignait que les réunions et les manifestations n'eussent fait obstacle à la participation aux urnes des électeurs prolétaires et, après le vote, on se contenta du travail accompli.

La C.G.T.U. a été entraînée d'une façon ou l'autre automatique dans la mobilisation électorale du Parti. L'appareil de la C.G.T.U. n'est composé que de membres du Parti qui, pendant la période électorale comme pendant toute autre période, ne pouvaient et ne devaient que remplir la tâche qui leur est assignée par le parti. Si tous les membres du parti sont mobilisés pour la campagne électorale, les militants communistes qui composent l'appareil de la C.G.T.U. n'ont, à ce moment, qu'à répondre présent. Nous ne faisons là-dessus aucune objection. Au contraire, nous affirmons que c'est le devoir du parti de mobiliser à chaque instant toutes ses forces pour obtenir les résultats escomptés. Nous ne faisons non plus aucune objection de principe au fait que la direction de la C.G.T.U. ait publié un appel invitant les ouvriers à voter pour le parti communiste. Pourquoi — il faut le dire — il est de toute évidence que cet appel n'a dans la situation présente, rien apporté ni au Parti, ni à la C.G.T.U.; cela en dehors même de son contenu. Au point de vue immédiat, il est certain que pas un bulletin de vote en plus n'a été par cet appel gagné au parti communiste; et au point de vue du développement de la C.G.T.U., des moyens pour reprendre le contact avec la masse, l'appel est un crime nouveau qui, en donnant à la C.G.T.U. non seulement les fautes de sa direction sur le spécifique terrain syndical, mais aussi les fautes de la direction du parti dans tous les domaines, coupe encore plus la C.G.T.U. des masses et, par là, prépare de nouvelles défaites pour la classe ouvrière, pour la C.G.T.U. et pour le Parti.

La publication de cet appel donne, en réalité, un relief particulier à la façon bureaucratique et à son schématisme avec lesquels les centristes envisagent les rapports entre syndicat et parti. Aux rapports politiques réels existant entre le parti et les syndicats et, dans une plus large mesure, entre le parti et la classe, les centristes substituent les rapports formels au nom desquels ils ne cessent, en réalité, de saper les liens politiques qui, à travers le syndicat, devaient unir le prolétariat au parti.

C'est justement en fonction de cette mentalité bureaucratique et de ce schématisme que la C.G.T.U. a été amenée aussi à l'occasion du Premier Mai, à reconnaître que les problèmes spécifiques des syndicats et des masses ne peuvent être résolus que par le prolétariat, par quels moyens elle pouvait contribuer au regroupement des forces prolétaires autour du parti et quelle était sa tâche.

Le problème dominant aujourd'hui pour le prolétariat de France, c'est celui de sa défense contre l'offensive du capital. Baisse des salaires, hausse du coût de la vie, chômage; voilà les trois fléaux qui frappent aujourd'hui la classe ouvrière en France. Et, en plus de cela, une perspective de crise toujours plus profonde, une réaction renforcée et des menaces toujours plus proches de guerre.

Face à cette situation, la classe ouvrière est divisée, morcelée, la proie dans son érosionnelle majorité des chefs de la C.G.T. du parti socialiste, des organisations catholiques et d'autres partis petits-bourgeois. Pour tout élément révolutionnaire éclairé, il est hors de doute que, sans l'unité des forces prolétaires, il est impossible de briser l'offensive de la bourgeoisie. Or, s'il est clair que cette unité ne peut être que le résultat de la lutte contre la bourgeoisie elle-même — car, bien entendu, il serait absurde de confondre l'unité de la classe ouvrière, avec la simple addition arithmétique de ses parties, dominées par des forces politiques opposées — il est non moins clair que cette lutte ne sera possible sans une campagne continue, persévérante et conséquente pour l'unité syndicale.

C'est justement cette campagne pour l'unité syndicale, vue comme moyen de rassemblement, de renforcement de la lutte contre

l'offensive de la bourgeoisie qui devait constituer le pivot d'action de la C.G.T.U. au cours de la préparation et pendant le Premier Mai. Cela aurait été certainement plus difficile que d'écrire un appel pour inviter les ouvriers à voter pour les candidats du parti, mais cela aurait donné des résultats positifs.

Mais la fraction centriste qui domine sur le parti et sur la C. G. T. U. est incapable de comprendre cela. Elle ne peut le comprendre, car elle est contre toute unité syndicale qui peut mettre en question sa permanence à la direction des syndicats. C'est pourquoi elle pose à l'unité syndicale des conditions qui, a priori, la rendent impossible. Elle ne peut pas le comprendre car, en dépit de ses affirmations, elle est atteinte d'électoralisme; c'est pourquoi, au cours de la campagne électorale, la question du nombre des voix à récolter a primé sur le problème de l'action des masses et sur l'intervention correcte des syndicats; elle est incapable de le comprendre, car elle est prisonnière de son lourd passé. Ses fautes d'hier la poussent aux fautes d'aujourd'hui comme celles d'aujourd'hui la poussent aux fautes de demain.

C'est donc malgré et contre la fraction centriste que le problème de l'unité syndicale doit être posé devant les organisations syndicales et devant le prolétariat. A ce problème, l'opposition de gauche en France a, depuis longtemps, dirigé la campagne. Mais il n'est que justice, il est absolument juste de se contenter de cela. Il ne suffit pas de prendre des positions justes, il faut que ces positions soient portées devant les masses pour qu'elles deviennent les positions des masses et se transforment par là en action de masse.

Sous cet aspect, tout le travail de la part de la Ligue russe à faire. C'est une tâche formidable, mais qu'il faudra combler à tout prix et au plus vite.

A Halluin

Dans la cité rouge, la situation que nous avons signalée il y a quelques mois persiste. Le chômage s'étend; l'atmosphère est de plus en plus tendue. Meetings, manifestations ne groupent qu'un nombre très petit de travailleurs. Les effets unitaires se maintiennent aux environs de 2 000 contre 5 000 quelques années auparavant. Pendant ce temps, les chrétiens se renforcent; leurs effectifs sont à peu près égaux avec ceux de notre organisation unitaire. Ce qui a beaucoup contribué à renforcer la position de ces auxiliaires du patronat, c'est une habile politique de secours en temps de grève. Nous avons déjà signalé la craque de nos organisations au moment de la grande grève. Rien n'a été modifié, on voit même encore pis. Une grève se poursuit actuellement à Roncq, petite commune près d'Halluin. Il se trouve que les grévistes habitent Halluin. Les secours sont donc réglés; ceux de Roncq, au contraire, sont réglés au même taux que les chômeurs, 3 fr. 50 par jour.

Il faut absolument que les militants communistes s'occupent de cette situation. On ne peut vivre éternellement sur les victoires passées, sur un prestige accumulé quand on commet chaque jour des erreurs qui sont exploitées par les adversaires du prolétariat. A Halluin ou les travailleurs ont montré tant de dévouement à leur classe, tant d'abnégation dans la lutte, ne saura-t-on pas utiliser ces qualités pour le combat syndical? Depuis des années, pour rendre aux organisations leur vigueur, leur combativité d'antan? Qu'attendent les militants qui sympathisent avec l'opposition de gauche pour agir?

A Carmaux

La question de l'unité syndicale est restée en suspens pendant ces derniers mois. Mais l'agitation s'est accrue pendant plus d'une année n'a pas cessé d'entraîner des conséquences. Naturellement, la politique faussée, anti-unitaire de la direction de la C.G.T.U. n'a pas manqué de servir les manœuvres non moins anti-unitaires mais très habiles de la direction réformiste, de Jouhaux. La C.G.T.U. a vu des chemins, des instituteurs, des T.C.R.P., des membres des syndicats de l'alimentation la quitter. Ce sont les chefs de la direction réformiste, ces instituteurs, ces T.C.R.P., ces membres des syndicats de l'alimentation qui ont quitté. C'est un fait que nous ne pouvons pas ignorer, car nous sommes en contact avec eux. Par exemple qu'à Carmaux, le Syndicat des mineurs unitaires est entré dans le syndicat réformiste. Ce n'est évidemment pas un gros syndicat, mais il a quelques succès de la part de la direction réformiste. La réintégration des mineurs dans le Nord et le Pas-de-Calais compense cette perte. Mais il ne s'agit pas seulement d'un bilan de recettes et de dépenses, c'est encore un coin du prolétariat, le P.C. et la C.G.T.U. n'ont pas su mener la lutte pour l'unité syndicale et ainsi la réaliser au profit du mouvement révolutionnaire, des fonctions révolutionnaires, de la Fédération. C'est une situation que nous ne pouvons pas ignorer, car nous sommes en contact avec eux. Par exemple qu'à Carmaux, le Syndicat des mineurs unitaires est entré dans le syndicat réformiste. Ce n'est évidemment pas un gros syndicat, mais il a quelques succès de la part de la direction réformiste. La réintégration des mineurs dans le Nord et le Pas-de-Calais compense cette perte. Mais il ne s'agit pas seulement d'un bilan de recettes et de dépenses, c'est encore un coin du prolétariat, le P.C. et la C.G.T.U. n'ont pas su mener la lutte pour l'unité syndicale et ainsi la réaliser au profit du mouvement révolutionnaire, des fonctions révolutionnaires, de la Fédération.

C'est sur cette base que le Finistère, syndicat de 600 membres, le seul syndicat de masse de la Fédération, a quitté la C. G. T. U. Un syndicat de 70 à 80 membres, adhérent à la C.G.T.U., s'est reconstitué à sa place. Cornec aura ainsi à portée de la main la démonstration de ce que les masses, les fusions partielles, réalisées dans la débâcle, loin d'être un remède, perpétuent l'état de scission. Des minorités syndicalistes existent dans bon nombre d'autres syndicats. Que feront-elles? Le Comité minoritaire continue à fonctionner, assurant la « liaison » entre les éléments syndicalistes purs restés à la C.G.T. et ceux qui demeurent momentanément, à la Fédération. C'est-à-dire qu'en réalité il va jouer le rôle de canal par où les dirigeants restés à la C.G.T. pomperont les éléments désormais affaiblis, isolés et démoralisés qui restent, dans l'espoir d'attirer le Bureau fédéral de son côté, au sein de la Fédération.

Ainsi, les camarades qui dirigent la Fédération devraient être amenés à conclure ceci: le contenu de l'Ecole Emancipée, qui re-

DEPUIS LE CONGRÈS DE MAGIC-CITY

Les organisations unitaires végètent ou régressent encore

Dans la 20^e R. U.

DANS LES COURS ET PEAUX
Comprenant un grand nombre de spécialités (métriciens, chaudronniers, selliers, etc...), ce syndicat groupe environ 400 membres sur environ 40 à 50.000 travailleurs employés dans l'industrie.

Cela inquiète assez peu les dirigeants qui suivent docilement la ligne dictée d'en haut. Quand il a fallu constituer des Comités d'unité, on en a fait un avec un syndicat autonome, composé d'éléments xénophobes, qui accepta du bout des lèvres toutes les conditions à lui posées (lutte de classes, etc...) se bornant à des réserves sur la question de la M.O.R. Cette dégradation de la lutte pour l'unité syndicale ne pouvait donner aucun résultat alors qu'une véritable lutte aurait renforcé l'organisation.

Ainsi on aurait pu opposer une forte résistance à l'offensive capitaliste, lorsque les patrons se livrent à une baisse générale. Mais par suite de sa politique, le syndicat n'a pas su grouper les travailleurs à ce moment-là et la baisse a pu se produire.

Le syndicat manque de cadres et on ne se préoccupe pas d'en former. Malgré cela on refuse les concours des oppositions pour le travail. Deux assemblées générales se sont tenues en février, sans grande discussion. On a nommé le Conseil, désigné la délégation à la 20^e R.U. sans discuter son rapport. On s'est borné à quelques phrases générales. Et depuis, il n'y a plus eu de réunion. Les militants de la maroquinerie par exemple, fonctionnaires soit peu et enregistrent des adhésions pour le moment. Mais il ne faut pas se tromper, il y a une véritable régression saisonnière qui favorise momentanément l'action et restreint celle-ci. Mais il n'y a pas de changement décisif. Ce qui le prouve bien, c'est que l'action menée dans la région parisienne pour les grévistes de l'Éclair de la région de Fougères n'a eu qu'un rendement insuffisant.

Sur le travail de la Fédération il y aurait beaucoup de critiques à faire. Mais syndicalisme exagéré sur le rapport de la 20^e R.U. est cause de marasme actuel. Un petit moyen oppositionaliste lui ferait bien finir par adopter ses solutions.

AUX PRODUCTEURS D'ELECTRICITE

Nous avons déjà entretenu les lecteurs de la « Vérité » sur ce syndicat. Comme pour la plupart des services publics de la région parisienne, c'est un syndicat numériquement important, groupant 3.500 membres sur 5.000 travailleurs. Ce chiffre de 3.500 est cependant probablement exagéré car le rapport de la 20^e R.U. annonçait un nombre de membres égal à 34.000. Or, comme c'est un personnel à statut, la moyenne des membres par carte n'est 8 ou 9 mais 12. Pour la dernière année, la direction a fait état de 250 adhésions nouvelles. Malheureusement, elles comprennent des pertes presque aussi importantes, en particulier à Gennevilliers. L'activité du Syndicat l'an dernier a porté sur le travail de la Fédération. Des mandats adressés ont été commises vis-à-vis des militants qu'on aurait pu faire rentrer au syndicat unitaire avec un grand profit politique. Les militants des comités locaux, en particulier, le Comité d'Unité formé ne représentent que le même. Naturellement, cela est en rapport avec la tactique générale de la C.G.T.U. sur cette question.

Pour les revendications, l'activité du syndicat est liée à celle du cartel unitaire des services publics. Les dernières manifestations organisées ont été un projet visant des renvois massifs d'ouvriers, qui n'ont eu aucun résultat. On ne peut dire qu'elles ont été faites parce qu'il fallait faire quelque chose, mais sans illusion.

Une tentative d'action pour obtenir un statut unique n'a rien donné et ne pouvait rien donner parce que cela fut une initiative du sommet et pas du tout une revendication posée par toute l'organisation.

C'est d'ailleurs là un des maux les plus graves dont souffre l'organisation. Il n'y a pas de vie syndicale, pas de vie politique, pas de vie culturelle. Les sections syndicales fonctionnent très mal.

Dans l'Est

METAUX DE NEUVES-MAISONS
Dans cette usine où les métaux sont si durement frappés par la crise économique, où le patronat après avoir réduit les salaires de 5 % le 1^{er} juin 1931, honora près de deux cents travailleurs à la veille de l'été de français, ou on ne travaillait actuellement que quatre jours par semaine pour des salaires de 50 à 300 francs par semaine, on envoie le patronat venir faire accepter le principe d'une nouvelle diminution des salaires de 10 %, qu'elles soient les forces syndicales en présence ?

D'une part nous avons le syndicat confédéré avec tête Dolter avec six cents adhérents qui ne discutent pas et qui suivent leur chef qui en chef réformiste qui se respecte est contre les luttes ouvrières en temps de crise et propose la passivité.

D'autre part le syndicat unitaire qui n'a aucune influence sur la masse et qui groupe une quarantaine d'ouvriers sincèrement révolutionnaires ayant le courage de lutter, mais qui sont isolés à eux-mêmes par la direction régionale, celle-ci ne sent la nécessité de s'occuper du syndicat que lorsqu'il s'agit de lutter contre les trépassés.

Il n'est pas inutile de rappeler ici la position de l'opposition de gauche au VI^e congrès de la Fédération. Cette opposition a été présentée par le parti communiste, elle avait été adoptée par la C.G.T.U. désignant l'opposition unitaire syndicale. Congrès de fusion dissensions, avec comme garanties le droit des minorités de pouvoir exprimer et d'être écoutés. C'était mettre les chefs réformistes en demeure de se prononcer pour ou contre l'unité syndicale.

Mais les militants des conditions de vie sont toujours plus mauvaises et qui supportent les frais de la crise ont aussi quelque chose à dire face aux freinés réformistes et à la carence des dirigeants unitaires. Ils seront dans la mesure de leur nombre à soutenir une action commune en réalisant le front unique prolétarien pour lutter pour leurs revendications communes.

DU PAYS DE LONGWY

Il y a trois ans, la C.G.T. réformiste remonta le Syndicat des métaux de l'usine de la Providence, à Rehon. Ce Syndicat, en quelques jours monta à douze cents membres, mais avait une personne combattive à sa tête, le rebelle bien sûr à quelque cent membres et à présent il est disloqué complètement.

A sa formation, ce Syndicat fut fortement attaqué par des membres de la C.G.T.U., qui, d'ailleurs, n'avaient pas le Syndicat qui, en 1928, comptait quinze cents membres.

On aurait pu croire qu'à nouveau, devant la crise qui sévit, la C.G.T.U. essaierait de reformer ce Syndicat par le contact du personnel qu'elle a à Hussigny. Malheureusement, le dernier est aussi incapable que la crise est grande. C'est à croire que la C.G.T.U. fait son possible pour saboter le travail révolutionnaire dans le pays de Longwy.

Les dirigeants du P.C. ont fait tout le possible pour me discréditer auprès des camarades dont, par mon travail, j'avais gagné la confiance. Les responsables du rayon d'Hussigny ne veulent plus avoir de contact avec moi parce que je soutiens Trotsky, alors que depuis que je suis en chômage j'aurais pu les aider dans un travail de propagande efficace.

Sur le travail de la région algérienne

Colonie d'exploitation et de peuplement, véritable prolongement de la France, selon l'expression chère aux impérialistes, l'Algérie est une mine de richesses pour la métropole et un pilier des plus solides pour l'impérialisme français. Par sa situation géographique, l'Algérie est aussi une escale idéale pour le trafic stratégique et ouvre aux bandes armées du maréchal Lyauté les portes de toute l'Afrique du Nord.

Or, qu'a fait la direction du P.C.F. pour soutenir le mouvement révolutionnaire algérien, alors que les conditions objectives, de l'aveu même des bureaucrates, étaient des plus favorables ?

Le VII^e Congrès enregistrera l'échec désastreux du parti, une prodigieuse baisse d'effectifs, une vie politique inexistante, et, en réponse aux conditions favorables, une accumulation d'erreurs.

Midi, dans son rapport au VII^e Congrès, Mougeot dans les « Cahiers du Bolchevisme » (7^e mars), font retomber le poids des responsabilités sur les épaules de la « jeune » direction algérienne, sur l'incapacité... et sur le « groupe » !

Quant aux dirigeants officiels de l'I.C. et du P. C. F. et leur désastreuse politique coloniale, tels Ponce-Pilate, ils s'en lavent les mains.

Or en est la région algérienne ? Les effectifs du parti n'atteignent pas même le cent pour tout le pays — quelques cellules à Alger, quelques militants dispersés dans les autres régions, sans liaison avec le Centre, sans matériel, sans ligne politique précise. La composition sociale du parti est des plus défavorables : une très forte proportion d'intellectuels et d'ouvriers européens ; une infime minorité de travailleurs indigènes. Aucune vie politique, aucune éducation révolutionnaire, aucune discussion sur un problème théorique.

Avec de tels cadres et sans aucune ligne politique sérieuse, le parti s'est vite coupé des masses et des syndicats. Son journal, la Lutte sociale ne paraît que très irrégulièrement, et ne touche qu'une infime partie des masses travaillantes.

La direction centriste ballottée entre la droite et la gauche, en une série de zigzags catallipédiques, entre une position abjectement réactionnaire et une position d'extrême gauche, a fait perdre au mouvement Cheik-Obki et à l'« Islam révolutionnaire » (?) l'unité de l'éducation et de l'incapacité les militants de base, la direction reconnaît elle-même qu'elle balance actuellement entre le mécanisme de la bureaucratie et le sectarisme des uns et le chauvinisme, le colonialisme, le mépris de l'indigène des autres.

La direction centriste ballottée entre la droite et la gauche, en une série de zigzags catallipédiques, entre une position abjectement réactionnaire et une position d'extrême gauche, a fait perdre au mouvement Cheik-Obki et à l'« Islam révolutionnaire » (?) l'unité de l'éducation et de l'incapacité les militants de base, la direction reconnaît elle-même qu'elle balance actuellement entre le mécanisme de la bureaucratie et le sectarisme des uns et le chauvinisme, le colonialisme, le mépris de l'indigène des autres.

Mais là n'est pas encore la cause la plus profonde du mal, celle qu'il faut enrayer, sans retard si l'on veut marcher de l'avant.

Ni le « groupe », ni la jeunesse de la région algérienne, ni les plus graves défauts d'organisation ne peuvent être considérés comme la cause essentielle de l'échec lamentable du parti en Algérie.

C'est dans la politique de la région algérienne qu'il faut chercher avant tout cette cause et non sur des terrains de second plan tel que celui de l'organisation.

La même théorie mencheviste de la révolution dans les faibles révolutions algériennes, qui a dérangé la révolution chinoise, le centrisme la met en avant en Algérie avec le mot d'ordre bâtarde de la dictature démocratique des ouvriers et des paysans, qui n'est, selon Staline-Boukharine-Martynov, ni la dictature de la bourgeoisie, ni la dictature du prolétariat (?)

Cette politique aboutit en fait à un nouveau bloc des classes, ou soutien sans limites du mouvement nationaliste de la bourgeoisie algérienne avec son nouveau Kuomintang, la Ligue anti-impérialiste.

L'opposition de gauche, armée de la théorie de la révolution permanente, forgée dans les faibles révolutions algériennes, dans le sang de la révolution chinoise, montre la voie aux militants de la région algérienne et met en lumière les perspectives de développement du mouvement révolutionnaire dans les colonies et dans les pays arriérés.

La bourgeoisie algérienne, qui cache son rôle dans les banques de l'impérialisme, est attachée organiquement à la grande propriété foncière, ne peut et ne pourra rien donner à la Révolution, sinon des larbins fusillards des ouvriers et des paysans.

La paysannerie pauvre, petite-bourgeoise des campagnes, écrasée par les impôts, enlevée par les mauvaises récoltes, réduite à la plus grande misère par l'expropriation et ruinée par la grande propriété, se pose d'une façon chaque jour plus brûlante, le problème du partage des terres.

Mais, comme l'ont montré Marx, Engels, et à leur suite Lénine et Trotsky, la paysannerie ne peut pas être indépendante; avec le koulak ou avec l'ouvrier des villes, sans le prolétariat algérien, armé du prolétariat mondial, est une force capable de mener jusqu'au bout les tâches de la révolution et de solutionner le problème de la terre, ainsi que tous les problèmes de la révolution démocratique algérienne elle-même, indépendance nationale, libertés démocratiques, etc.

C'est dans la voie de la dictature du prolétariat, appuyée sur la paysannerie, que le Parti, en Algérie, doit marcher. Un pas ferme; il doit s'orienter sans retard vers les syndicats, vers les grands centres industriels (mines, chemins), vers les ouvriers agricoles, et se forger sur-le-champ un programme agraire pour pouvoir se tourner vers les paysans pauvres.

Dans la période actuelle, le parti doit grouper les masses autour de lui en se faisant le champion de la révolution démocratique, assemblée constituante révolutionnaire, séparation de l'Eglise musulmane et de l'Etat, abolition du Code de l'indigène, liberté syndicale, journée de huit heures, etc.

Le parti doit soutenir ces revendications tout en montrant clairement aux masses les chemins de la révolution démocratique, le prolétariat comme seul capable de réaliser ces mots d'ordre.

Le mouvement Cheik-Obki (séparation de l'Eglise et de l'Etat), qui mobilise de grandes masses indigènes peut constituer un terrain favorable pour le développement de notre parti, à condition de démasquer sans répit les chefs du mouvement, et d'adhérer à l'intérieur du parti, la désastreuse théorie de l'« Islam révolutionnaire ».

Le Code de l'indigène qui réduit à l'esclavage le plus dur les masses algériennes peut également mobiliser les masses autour de notre parti.

Le parti doit soutenir ces revendications tout en montrant clairement aux masses les chemins de la révolution démocratique, le prolétariat comme seul capable de réaliser ces mots d'ordre.

Le mouvement Cheik-Obki (séparation de l'Eglise et de l'Etat), qui mobilise de grandes masses indigènes peut constituer un terrain favorable pour le développement de notre parti, à condition de démasquer sans répit les chefs du mouvement, et d'adhérer à l'intérieur du parti, la désastreuse théorie de l'« Islam révolutionnaire ».

Le Code de l'indigène qui réduit à l'esclavage le plus dur les masses algériennes peut également mobiliser les masses autour de notre parti.

Le parti doit soutenir ces revendications tout en montrant clairement aux masses les chemins de la révolution démocratique, le prolétariat comme seul capable de réaliser ces mots d'ordre.

Le mouvement Cheik-Obki (séparation de l'Eglise et de l'Etat), qui mobilise de grandes masses indigènes peut constituer un terrain favorable pour le développement de notre parti, à condition de démasquer sans répit les chefs du mouvement, et d'adhérer à l'intérieur du parti, la désastreuse théorie de l'« Islam révolutionnaire ».

Le Code de l'indigène qui réduit à l'esclavage le plus dur les masses algériennes peut également mobiliser les masses autour de notre parti.

Le parti doit soutenir ces revendications tout en montrant clairement aux masses les chemins de la révolution démocratique, le prolétariat comme seul capable de réaliser ces mots d'ordre.

Le mouvement Cheik-Obki (séparation de l'Eglise et de l'Etat), qui mobilise de grandes masses indigènes peut constituer un terrain favorable pour le développement de notre parti, à condition de démasquer sans répit les chefs du mouvement, et d'adhérer à l'intérieur du parti, la désastreuse théorie de l'« Islam révolutionnaire ».

Le Code de l'indigène qui réduit à l'esclavage le plus dur les masses algériennes peut également mobiliser les masses autour de notre parti.

Le parti doit soutenir ces revendications tout en montrant clairement aux masses les chemins de la révolution démocratique, le prolétariat comme seul capable de réaliser ces mots d'ordre.

Le mouvement Cheik-Obki (séparation de l'Eglise et de l'Etat), qui mobilise de grandes masses indigènes peut constituer un terrain favorable pour le développement de notre parti, à condition de démasquer sans répit les chefs du mouvement, et d'adhérer à l'intérieur du parti, la désastreuse théorie de l'« Islam révolutionnaire ».

Le Code de l'indigène qui réduit à l'esclavage le plus dur les masses algériennes peut également mobiliser les masses autour de notre parti.

Le parti doit soutenir ces revendications tout en montrant clairement aux masses les chemins de la révolution démocratique, le prolétariat comme seul capable de réaliser ces mots d'ordre.

Le mouvement Cheik-Obki (séparation de l'Eglise et de l'Etat), qui mobilise de grandes masses indigènes peut constituer un terrain favorable pour le développement de notre parti, à condition de démasquer sans répit les chefs du mouvement, et d'adhérer à l'intérieur du parti, la désastreuse théorie de l'« Islam révolutionnaire ».

Le Code de l'indigène qui réduit à l'esclavage le plus dur les masses algériennes peut également mobiliser les masses autour de notre parti.

Le parti doit soutenir ces revendications tout en montrant clairement aux masses les chemins de la révolution démocratique, le prolétariat comme seul capable de réaliser ces mots d'ordre.

Le mouvement Cheik-Obki (séparation de l'Eglise et de l'Etat), qui mobilise de grandes masses indigènes peut constituer un terrain favorable pour le développement de notre parti, à condition de démasquer sans répit les chefs du mouvement, et d'adhérer à l'intérieur du parti, la désastreuse théorie de l'« Islam révolutionnaire ».

Le Code de l'indigène qui réduit à l'esclavage le plus dur les masses algériennes peut également mobiliser les masses autour de notre parti.

Le parti doit soutenir ces revendications tout en montrant clairement aux masses les chemins de la révolution démocratique, le prolétariat comme seul capable de réaliser ces mots d'ordre.

Le mouvement Cheik-Obki (séparation de l'Eglise et de l'Etat), qui mobilise de grandes masses indigènes peut constituer un terrain favorable pour le développement de notre parti, à condition de démasquer sans répit les chefs du mouvement, et d'adhérer à l'intérieur du parti, la désastreuse théorie de l'« Islam révolutionnaire ».

Le Code de l'indigène qui réduit à l'esclavage le plus dur les masses algériennes peut également mobiliser les masses autour de notre parti.

Le parti doit soutenir ces revendications tout en montrant clairement aux masses les chemins de la révolution démocratique, le prolétariat comme seul capable de réaliser ces mots d'ordre.

Le mouvement Cheik-Obki (séparation de l'Eglise et de l'Etat), qui mobilise de grandes masses indigènes peut constituer un terrain favorable pour le développement de notre parti, à condition de démasquer sans répit les chefs du mouvement, et d'adhérer à l'intérieur du parti, la désastreuse théorie de l'« Islam révolutionnaire ».

Le Code de l'indigène qui réduit à l'esclavage le plus dur les masses algériennes peut également mobiliser les masses autour de notre parti.

Le parti doit soutenir ces revendications tout en montrant clairement aux masses les chemins de la révolution démocratique, le prolétariat comme seul capable de réaliser ces mots d'ordre.

Le mouvement Cheik-Obki (séparation de l'Eglise et de l'Etat), qui mobilise de grandes masses indigènes peut constituer un terrain favorable pour le développement de notre parti, à condition de démasquer sans répit les chefs du mouvement, et d'adhérer à l'intérieur du parti, la désastreuse théorie de l'« Islam révolutionnaire ».

Le Code de l'indigène qui réduit à l'esclavage le plus dur les masses algériennes peut également mobiliser les masses autour de notre parti.

Le parti doit soutenir ces revendications tout en montrant clairement aux masses les chemins de la révolution démocratique, le prolétariat comme seul capable de réaliser ces mots d'ordre.

Le mouvement Cheik-Obki (séparation de l'Eglise et de l'Etat), qui mobilise de grandes masses indigènes peut constituer un terrain favorable pour le développement de notre parti, à condition de démasquer sans répit les chefs du mouvement, et d'adhérer à l'intérieur du parti, la désastreuse théorie de l'« Islam révolutionnaire ».

Le Code de l'indigène qui réduit à l'esclavage le plus dur les masses algériennes peut également mobiliser les masses autour de notre parti.

Le parti doit soutenir ces revendications tout en montrant clairement aux masses les chemins de la révolution démocratique, le prolétariat comme seul capable de réaliser ces mots d'ordre.

Le mouvement Cheik-Obki (séparation de l'Eglise et de l'Etat), qui mobilise de grandes masses indigènes peut constituer un terrain favorable pour le développement de notre parti, à condition de démasquer sans répit les chefs du mouvement, et d'adhérer à l'intérieur du parti, la désastreuse théorie de l'« Islam révolutionnaire ».

Le Code de l'indigène qui réduit à l'esclavage le plus dur les masses algériennes peut également mobiliser les masses autour de notre parti.

Le parti doit soutenir ces revendications tout en montrant clairement aux masses les chemins de la révolution démocratique, le prolétariat comme seul capable de réaliser ces mots d'ordre.

Le mouvement Cheik-Obki (séparation de l'Eglise et de l'Etat), qui mobilise de grandes masses indigènes peut constituer un terrain favorable pour le développement de notre parti, à condition de démasquer sans répit les chefs du mouvement, et d'adhérer à l'intérieur du parti, la désastreuse théorie de l'« Islam révolutionnaire ».

Le Code de l'indigène qui réduit à l'esclavage le plus dur les masses algériennes peut également mobiliser les masses autour de notre parti.

Le parti doit soutenir ces revendications tout en montrant clairement aux masses les chemins de la révolution démocratique, le prolétariat comme seul capable de réaliser ces mots d'ordre.

Le mouvement Cheik-Obki (séparation de l'Eglise et de l'Etat), qui mobilise de grandes masses indigènes peut constituer un terrain favorable pour le développement de notre parti, à condition de démasquer sans répit les chefs du mouvement, et d'adhérer à l'intérieur du parti, la désastreuse théorie de l'« Islam révolutionnaire ».

Le Code de l'indigène qui réduit à l'esclavage le plus dur les masses algériennes peut également mobiliser les masses autour de notre parti.

Le parti doit soutenir ces revendications tout en montrant clairement aux masses les chemins de la révolution démocratique, le prolétariat comme seul capable de réaliser ces mots d'ordre.

Le mouvement Cheik-Obki (séparation de l'Eglise et de l'Etat), qui mobilise de grandes masses indigènes peut constituer un terrain favorable pour le développement de notre parti, à condition de démasquer sans répit les chefs du mouvement, et d'adhérer à l'intérieur du parti, la désastreuse théorie de l'« Islam révolutionnaire ».

Le Code de l'indigène qui réduit à l'esclavage le plus dur les masses algériennes peut également mobiliser les masses autour de notre parti.

Le parti doit soutenir ces revendications tout en montrant clairement aux masses les chemins de la révolution démocratique, le prolétariat comme seul capable de réaliser ces mots d'ordre.

Le mouvement Cheik-Obki (séparation de l'Eglise et de l'Etat), qui mobilise de grandes masses indigènes peut constituer un terrain favorable pour le développement de notre parti, à condition de démasquer sans répit les chefs du mouvement, et d'adhérer à l'intérieur du parti, la désastreuse théorie de l'« Islam révolutionnaire ».

Le Code de l'indigène

